

---

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2023.03.368A

---

**Objet : Déménagement 15 rue des Mauvais Payeurs, dimanche 2 avril 2023, circulation interdite**

POLE SECURITE  
Police Municipale  
TL/MS

Le Maire de la ville de Montélimar,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2213-2 et suivants ;

VU le Code de la route ;

VU la demande formulée par Madame Sylvie FARNETTE, 15 rue des Mauvais Payeurs, 26200 MONTE LIMAR,

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire de prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 01** : Pour permettre à Madame Sylvie FARNETTE d'effectuer un déménagement au 15 rue des Mauvais Payeurs, ladite rue sera interdite à la circulation **dimanche 2 avril 2023 de 8H à 13H**.

**ARTICLE 02** : Madame Sylvie FARNETTE devra mettre en place les panneaux nécessaires à l'information des usagers et l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 03** : Pendant la durée du déménagement, Madame Sylvie FARNETTE veillera à maintenir un passage aménagé pour les piétons.

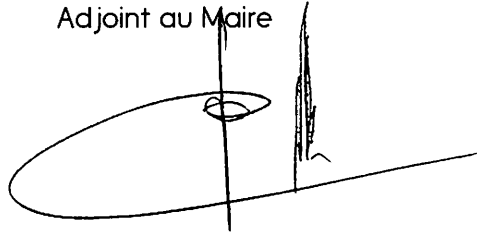
**ARTICLE 04** : En cas de nécessité absolue, Madame Sylvie FARNETTE facilitera la circulation des services de secours et des véhicules d'intervention (pompiers, police.....).

**ARTICLE 05** : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Commandant du Commissariat de Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

Madame Sylvie FARNETTE  
15, rue des Mauvais Payeurs  
26200 MONTE LIMAR

Fait à Montélimar, le 31 mars 2023

Monsieur Jean-Michel GUALLAR  
Adjoint au Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop on the left and a vertical line on the right, with a horizontal line extending from the bottom of the vertical line.

Le présent arrêté peut faire l'objet, devant le tribunal administratif compétent, d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de l'arrêté considéré. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).